



Commission consultative
des Droits de l'Homme
du Grand-Duché de Luxembourg

Lettre ouverte de la CCDH au gouvernement sur la situation en Afghanistan

La Commission consultative des Droits de l'Homme du Grand-Duché de Luxembourg (CCDH) est très préoccupée par la situation en Afghanistan. Les événements qui se déroulent actuellement ne sont en quelque sorte que le résultat d'une chronique d'un échec annoncé et prévisible. Nous n'allons pas plus commenter l'aspect politique de l'invasion de ce pays, ses conséquences et la façon dont les États-Unis et leurs alliés ont finalement décidé de le quitter : ils portent une grande responsabilité pour la situation humanitaire et les graves atteintes aux droits humains dans ce pays disloqué.

Nous sommes indirectement en contact avec nos amis et collègues de la Commission indépendante des droits humains afghane (*Afghanistan Independent Human Rights Commission – AIHRC*). Celle-ci est composée de 90 personnes, pour une majorité de femmes. Nous sommes très inquiets : toutes ces personnes, de même que leurs familles, courent actuellement de gros risques pour leur vie et il faudra veiller à ce que ces personnes puissent être exfiltrées afin de quitter l'Afghanistan dans les meilleurs délais. Toute aide logistique et administrative de notre gouvernement est la bienvenue et ce faisant rejoindrait les efforts que d'autres pays de l'Union Européenne sont en train de réaliser. Dans ce sens, certains de ces défenseurs des droits humains pourraient profiter du projet *Shelter Cities*, dont il a été question ces dernières années et que le gouvernement avait voulu mettre en place. Le but est justement d'accueillir et de sécuriser pour une période définie ces personnes en leur offrant la possibilité de séjourner dans notre pays. Nous rappelons dans ce contexte la volonté exprimée par Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes, lors de la visite le 21 juin 2018 du Rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits de l'Homme, Monsieur Michel Forst, d'appuyer concrètement les défenseurs des droits humains dans le monde : entre 2015 et 2017, ils ont été plus de 1.100 à être assassinés dans le monde pour avoir voulu promouvoir et protéger les droits humains.

Nous saluons le fait que le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire entend maintenir son engagement pour la population afghane et tout particulièrement pour les femmes et les filles : il a raison quand il souligne qu'il faut veiller à ce que les aides parviennent aux populations qui en ont besoin. Nous exprimons notre reconnaissance et notre soutien aux ONG qui continuent à agir sur le terrain pour venir en aide aux plus démunis.

Nous apprécions à sa juste valeur l'initiative prise par des membres du Barreau pour soutenir le travail des avocats qui défendent les intérêts des demandeurs de protection internationale afghans au Luxembourg. Nous faisons nôtres les revendications d'ONG luxembourgeoises qui demandent à ce que les personnes afghanes séjournant au Luxembourg et déboutées du droit d'asile puissent obtenir dans les meilleurs délais le statut de bénéficiaires de

protection internationale. Dans le même sens elles insistent pour accélérer l'octroi de visas humanitaires pour les membres de famille des personnes qui ont obtenu le statut de réfugié ou la protection subsidiaire au Luxembourg. Il va sans dire qu'aucun renvoi de déboutés de protection nationale n'est envisageable, ni dans le court, ni dans le long terme. L'Union européenne devrait ouvrir des couloirs humanitaires pour permettre aux citoyens afghans de demander la protection internationale.

Nous demandons au gouvernement luxembourgeois de faire preuve de diligence pour aider toutes ces personnes. Ce faisant notre gouvernement ne ferait qu'apporter la preuve de son engagement pour les droits humains. Il fournirait un argument de poids pour appuyer sa candidature de futur membre du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies.

Luxembourg, le 23 août 2021

Gilbert Pregno
Président

Fabienne Rossler
Secrétaire générale

Commission consultative des Droits de l'Homme
du Grand-Duché de Luxembourg